

France/2e tour des législatives hier Majorité écrasante pour Macron

AFP
Paris/France

La République en Marche et son allié MoDem obtiennent, selon les estimations, entre 355 et 425 députés. Une performance ternie toutefois par une abstention record

LE président Emmanuel Macron a obtenu hier une majorité écrasante à l'Assemblée nationale, laminant les autres partis et obtenant toute latitude pour conduire ses réformes, dans un scrutin marqué cependant par une abstention sans précédent. Selon les estimations de plusieurs instituts rendues publiques à 18H00 GMT (19H00 au Gabon), heure de la fermeture des bureaux de vote, le parti présidentiel La République en marche (REM) et son allié du MoDem remportent de 355 à 425 députés sur 577, largement au-delà de la majorité absolue de 289 sièges.

Inconnu il y a encore trois ans, élu à 39 ans face à des poids-lourds de la politique, le plus jeune chef d'Etat qu'ait connu la France a gagné son dernier pari : contrôler l'Assemblée nationale pour lancer



Photo : AFP

La joie des militants de la République en Marche. Leur formation, alliée au MoDem, obtient la majorité absolue à l'Assemblée.

de délicates réformes d'inspiration libérales-sociales et renforcer sa position au niveau européen. Mais si le raz-de-marée est impressionnant, l'abstention, qui devrait dépasser les 56%, selon plusieurs instituts, a atteint de nouveaux records pour un scrutin législatif. Celle-ci peut s'expliquer par différents facteurs : la victoire annoncée du parti présidentiel, un long marathon électoral entamé en octobre dernier avec les primaires de la droite, un désintérêt croissant pour la politique.

Le mouvement présentiel, La République en Marche (REM) a balayé les partis

traditionnels de droite et de gauche qui structurent la vie politique française depuis des décennies. Loin derrière, Les Républicains (droite) et leurs alliés centristes obtiennent entre 97 et 130 sièges, au-dessus de la fourchette espérée après le premier tour pour la droite, dont la campagne présidentielle avait été plombée par les affaires de leur candidat.

A gauche, le Parti socialiste, qui contrôlait la moitié de l'Assemblée sortante, s'est réduit à peau de chagrin. Seule consolation, le PS reste de peu la principale force de gauche, avec 46 à 50 députés, devant la gauche radi-

cale (28 à 30 sièges). **DES DEPUTES AUX ORDRES ?** • Enfin, l'extrême droite française obtiendrait entre quatre et huit sièges, contre deux en 2012, dont sa cheffe de file, Marine Le Pen, député européenne, qui entrerait pour la première fois à l'Assemblée nationale française, après une tentative ratée en 2012. Cette faible représentation sonne le glas des espoirs du Front national qui espérait profiter de la vague nationaliste en Europe mais est sorti assommé et divisé du combat présidentiel, malgré un score historique au second tour. Ces élections législatives

marquent par ailleurs un profond renouvellement, le mouvement REM ayant fait appel à de nombreux nouveaux visages tandis que seuls 222 députés sortants étaient qualifiés pour le second tour.

Pour le constitutionnaliste Didier Maus, "on a tiré contre tout ce qui représentait un système antérieur et on essaie autre chose".

Certains adversaires de M. Macron s'inquiétaient de la profonde inexpérience de ces nouveaux-venus et de leur soumission supposée totale au nouveau président.

"Les députés En marche! vont avoir le petit doigt sur la couture", a critiqué le chef de file de la droite, François Baroin, soulignant qu'ils ont été élus "sur le seul nom" du président.

Dans cette configuration, le chef de l'Etat qui jouit déjà d'un état de grâce depuis son accession au pouvoir suprême, a les coudées franches pour accélérer la mise en place des réformes annoncées dans son programme, avec trois priorités annoncées : moraliser la vie politique, réformer le droit du travail et renforcer l'arsenal de lutte contre le terrorisme.

L'Afrique en bref

• **Algérie/Jihadistes. Trois morts dans l'est**
L'armée algérienne a annoncé samedi soir avoir tué trois islamistes armés et en avoir capturé plusieurs autres lors d'une opération dans l'est de l'Algérie. Plus de 40 islamistes armés ont été tués depuis le début de l'année par l'armée dans les régions montagneuses de l'Est.

• **Côte d'Ivoire/Manifestation. L'opposition dans la rue**

L'opposition ivoirienne a réuni moins de mille personnes samedi dans les rues d'Abidjan, après l'appel à manifester contre une situation politique fragilisée par les mutineries de soldats en mai.

• **Djibouti-Erythrée/Tensions. Le Conseil de sécurité de l'Onu va se réunir**

Le Conseil de sécurité de l'ONU tiendra ce lundi après-midi à New York des consultations sur le différend frontalier qui s'envenime entre Djibouti et l'Erythrée. Cette réunion à huis clos a été demandée par l'Ethiopie.

• **Egypte/Attentat. Un policier tué dans la banlieue sud du Caire**

Un policier a été tué et quatre blessés en Egypte dans l'explosion d'une bombe au passage de leur véhicule sur une autoroute de la banlieue sud du Caire. L'attaque s'est produite dans la nuit de samedi à dimanche, après minuit, et n'a pas été revendiquée.

A travers le monde

• **Colombie/Attentat. Deux Colombiennes et une Française tuées à Bogota**

Les autorités colombiennes cherchaient hier les responsables de l'attentat à la bombe perpétré la veille dans un centre commercial de Bogota, qui a tué trois femmes dont une Française, soupçonnant une volonté de nuire au processus de paix.

• **Grande-Bretagne/Incendie. Un accident évitable, selon le maire de Londres**



Photo : AFP

Le maire de Londres Sadiq Khan a estimé hier que l'incendie de la tour Grenfell, qui a fait 58 morts présumés, était un "accident évitable" causé par une série d'"erreurs et de négligences".

RDCongo/Rébellion

Reprise des combats entre l'armée et une milice dans l'Est

AFP
GomaA/RDCongo

Samedi, les FARDC avaient pourtant annoncé avoir repris le contrôle de Kabasha, près de Beni.

DES combats intenses ont repris hier entre les militaires congolais et des miliciens pour le contrôle d'une cité près de Beni, dans le nord de la province du Nord-Kivu (est de la République démocratique du Congo), a-t-on appris auprès de l'armée.

Les Forces armées de RDC (FARDC) avaient annoncé samedi en fin de journée avoir repris le contrôle de Kabasha, à 24 kilomètres au sud de la ville de Beni, après avoir utilisé des armes lourdes contre des miliciens d'un groupe Maï-Maï non identifié.

"Les combats ont repris à Kabasha (dimanche) depuis 15H30 (14H30 au Gabon) contre des Maï-Maï, dont l'appartenance ethnique n'est toujours pas connue. Nous avons dépêché des troupes en renfort sur place", a déclaré à l'AFP le lieutenant Jules Tshikudi, l'un des porte-

parole de l'armée dans cette région, sans préciser de bilan.

"Comme hier (samedi), ce sont les Maï-Maï qui ont attaqué nos positions", alors qu'"un calme apparent" avait régné toute la nuit à Kabasha qui était sous contrôle de l'armée, a-t-il ajouté, indiquant que "certains évadés de la prison de Kangwayi (de Beni) ont été appréhendés, combattant aux côtés des Maï-Maï".

Samedi, une patrouille de la mission de l'Onu en RDC (Monusco) qui se rendait à Kabasha a été "la cible d'une embuscade tendue par des présumés Maï-

Maï", a déclaré hier à l'AFP le capitaine Adil Asserhir, l'un des porte-parole des Casques bleus en RDC.

"Dans les échanges des tirs, trois Casques bleus ont été blessés et au moins cinq présumés Maï-Maï ont été tués", a indiqué l'officier, la patrouille a pu également "récupérer" des armes et des effets militaires, a-t-il dit.

La majorité des habitants de Kabasha ont quitté les lieux depuis samedi pour éviter d'être pris pour cibles par les belligérants. Plus de 900 détenus s'étaient évadés après une attaque de la prison cen-

trale de Beni par des inconnus armés. Plusieurs dizaines des membres présumés d'une rébellion musulmane ougandaise (ADF) étaient incarcérés à la prison de Kangwayi ainsi que plusieurs personnes présentées comme des miliciens Maï-Maï. La ville et le territoire de Beni font l'objet depuis octobre 2014 d'une série de massacres attribués aux Ougandais des Forces démocratiques alliées (ADF), qui ont causé la mort de plusieurs centaines des personnes.

Mali/Violences

Attaque contre un lieu de villégiature près de Bamako

AFP
Bamako/Mali

Le campement Kangaba est fréquenté par des Occidentaux.

UNE attaque était en cours hier après-midi contre un lieu de villégiature situé à la périphérie de Bamako, la capitale malienne, fré-

quenté par des Occidentaux, selon des témoins et un journaliste de l'AFP.

Aucune précision n'a été donnée dans l'immédiat sur d'éventuelles victimes dans l'attaque de cet établissement, connu sous le nom de campement Kangaba.

Des voisins de ce site situé à la périphérie de Bamako ont dit à l'AFP avoir entendu des coups de feu en provenance du lieu atta-

qué. Une fumée s'élevait au-dessus du site, vers lequel ont convergé des soldats de l'armée malienne et de la force française antijihadiste Barkhane, a constaté un journaliste de l'AFP.

Les forces de l'ordre ont bouclé le secteur. Un bâtiment était en feu dans l'établissement où sont entrés des éléments de la force Barkhane, selon un journaliste de l'AFP.

La dernière attaque jihadiste visant des Occidentaux dans la capitale malienne remonte à celle de mars 2016, contre l'hôtel Nord-Sud de Bamako, abritant la mission de l'Union européenne qui entraîne l'armée malienne (EUTMMali). Un assaillant avait été tué.

Le 20 novembre 2015, un attentat contre l'hôtel Radisson Blu avait fait 20 morts, outre ses deux au-

teurs.

Il avait été revendiqué par Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), en coordination avec le groupe jihadiste de l'Algérien Mokhtar Belmokhtar, Al-Mourabitoune, qui avait scellé à cette occasion son ralliement à Aqmi.

L'état d'urgence est en vigueur au Mali quasiment sans interruption depuis.